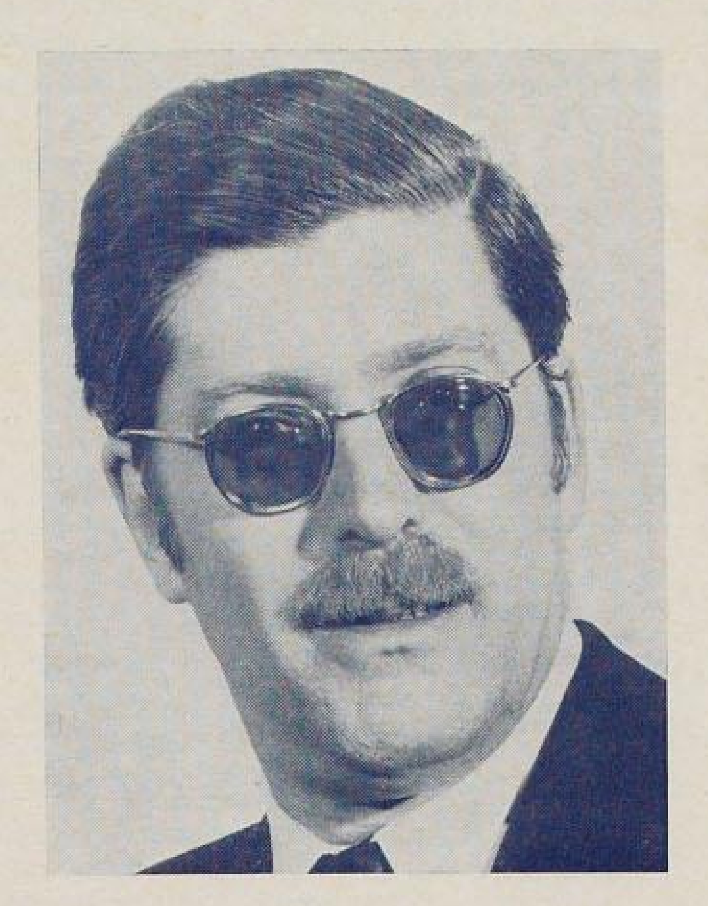
Mouvement National Progrès et Liberté
Centre Républicain

René CATHALA

45 ans - Marié - 6 enfants
CONSEIL JURIDIQUE - ANCIEN DEPUTE
Combattant Volontaire de la Résistance
E. V. dans les Forces Françaises Libres à 16 ans
Médaille des Evadés - Médaille de la France libérée
Médaille des F.F.L.
Membre du Bureau Politique et Secrétaire Général Adjoint de
PROGRES ET LIBERTE



Remplaçant Eventuel

Raymond BRIZAY

Professeur de classe préparatoire aux Grandes Ecoles
au Lycée Hoche à Versailles
Chevalier des Palmes Académiques
Président de la Fédération du Val-de-Marne
DU CENTRE REPUBLICAIN

ELECTEURS, ELECTRICES,

Les élections législatives de mars 1973 **constituent un tournant décisif** dans l'évolution de notre Communauté Nationale.

Du choix que vous ferez dépendra **la majorité de demain qui va déterminer** notre avenir et celui de nos enfants. Ce choix est donc grave.

Deux blocs s'affrontent dans une commune prétention au pouvoir exclusif. Quelles sont leurs propositions ?

L'Union de la Gauche, dominée par le parti communiste les a définies dans un « programme commun » :

- **Appropriation** « collective » des moyens de production et contrôle absolu de l'Etat sur tous les moyens de financement.
- **Nationalisation** du secteur industriel à laquelle n'échapperaient pas à terme les petites et moyennes entreprises, industrielles ou commerciales, entièrement dépendantes de l'Etat; nationalisation de tout le secteur bancaire et financier, des assurances et des établissements de crédit.
- **Mainmise de l'Etat** sur l'enseignement et la culture : nationalisation de tous les établissements scolaires et universitaires, monopole de l'information, encadrement des arts et des lettres.

C'est la confusion de tous les pouvoirs qui rendrait les citoyens dépendants de l'Etat, **en tout, pour tout et à tout moment :** c'est **LE TOTALITARISME.**

Vous ne ferez pas ce choix, car vous ne voulez pas subir le sort tragique des hommes et des femmes de Budapest et de Pragues. Vous voulez rester **libres citoyens** d'un **Pays libre.**

L'U.D.R. exploitant les craintes légitimes suscitées par la tentative de conquête du pouvoir du parti communiste, cherche à faire oublier les derniers mois d'une législature qui s'est traînée dans la boue des scandales.

SON BILAN :

- **en matière économique et sociale,** l'inflation, la chute du pouvoir d'achat, une fiscalité écrasante et injuste, le dirigisme bureaucratique;
- **en politique intérieure,** l'érosion progressive des libertés démocratiques au profit d'un parti dominant, l'abaissement du Parlement, l'écrasement des collectivités locales, l'insécurité et le désordre à l'école, à l'université et dans la rue, qui mettent en péril la santé physique et morale du Pays;
- **en politique extérieure,** le maintien d'orientations périmées contre l'Europe, contre Israël, la politique de gaspillages envers les pays arabes et africains.

Aux deux termes de cette alternative : les communistes ou l'U.D.R., vous préférerez une autre voie.

J'ai contribué à la naissance de la Ve République et des institutions qui garantissent la stabilité nécessaire de l'exécutif et l'exercice des libertés démocratiques. Il faut les préserver en en faisant meilleur usage.

La présence à mes côtés de **Raymond BRIZAY** bien connu des populations de cette circonscription où il demeure avec sa famille depuis longtemps à **L'HAY-LES-ROSES,** est le gage de l'attention que nous entendons porter à tous vos problèmes.

Mais le député n'est pas le commissionnaire des intérêts particuliers, habile à promettre et à flatter les espérances, plus empressé à rendre des services réels ou apparents qu'à participer aux débats de l'Assemblée. Cette conception de la fonction parlementaire rabaisse l'élu et dégrade le Parlement.

Le mandat du député se situe au plan national :

- il est l'intercesseur désigné des citoyens et leur défenseur, face à une administration impersonnelle, souvent inhumaine et arbitraire;
- il est le représentant de sa circonscription auprès des pouvoirs publics, pour promouvoir son développement économique et social dans l'intérêt de la population;
- législateur, il doit se prononcer sur les projets de loi, selon sa conscience, en toute indépendance à l'égard de tel ou tel parti;
- représentant de la Nation, il doit exercer son pouvoir de contrôle sur les actes du gouvernement pour veiller à prévenir et empêcher les gaspillages, la dilapidation de l'argent public et les scandales.

Telle est ma conception, telle sera mon action pour l'amélioration de la condition des hommes et des femmes de ce pays. C'est la politique de progrès que je m'engage à défendre, notamment dans les domaines suivants :

ECONOMIQUE ET SOCIAL

- Réduction du train de vie de l'Etat et orientation des investissements vers l'équipement du pays.
- Répartition équitable des fruits de l'expansion.
- Diminution du poids de la fiscalité moralisée en la rendant plus juste et en supprimant les discriminations dont sont victimes les entreprises de petites dimensions et les travailleurs indépendants.
- Répression des ententes qui faussent la concurrence. Défense du consommateur.
- Politique de l'emploi, harmonisant pour les jeunes une réforme de la scolarité avec les exigences d'une formation professionnelle leur assurant des débouchés.
- Abaissement progressif de l'âge de la retraite. Amélioration par priorité du sort des retraités les plus défavorisés.
- Contrôle de l'immigration pour en exclure les éléments douteux ou inadaptables qui perturbent l'ordre et la santé publics; assurance de conditions de travail, de rémunération, de logement décentes à la main-d'œuvre étrangère qui est appelée à participer à notre essor économique en mettant fin à son exploitation trop souvent scandaleuse.

UNE POLITIQUE FAMILIALE reconnaissant la famille comme le cadre privilégié pour l'éveil à la vie de l'enfant et lui donnant les moyens de l'élever décemment par la garantie d'un minimum social.

UNE POLITIQUE COHERENTE POUR LA JEUNESSE

L'Education de la jeunesse, sa préparation à la vie constituent l'investissement le plus précieux que doit faire la Nation.

Il faut mettre un terme à l'agression permanente dont elle est victime qui vise à la pervertir et l'entraîne dans la violence.

L'école, le lycée, l'université doivent être rendus à l'étude, au développement de l'intelligence, à l'acquisition de la culture.

Il faut mettre un terme aux réformes hâtives, aux changements de programmes, aux expériences pédagogiques imprudentes qui transforment trop souvent les enfants en cobayes.

La période de scolarité obligatoire doit être redéfinie : il est aussi ridicule de l'avancer à l'âge de deux ans que de la maintenir au-delà de quatorze ans.

L'enseignement à tous les degrés doit être accessible à tous, mais les facilités accordées et qui doivent être élargies (gratuité, bourses) imposent un travail assidu.

L'effort consenti par la Nation ne doit pas être gaspillé par des énergumènes qui encombrent les universités pour se livrer au vandalisme.

UNE POLITIQUE DE SANTE, permettant d'atteindre ces objectifs prioritaires : développement de la prévention et accession de tous à tous les moyens de la thérapeutique dont le choix incombe au praticien librement choisi par le malade, ce qui implique une réforme profonde de la sécurité sociale.

UNE POLITIQUE DU 3e AGE, garantissant des conditions de vie et un environnement décent, ce qui nécessite le doublement des allocations vieillesse et l'extension de la couverture à toutes les catégories sociales, ce qui implique également une politique du logement, des loisirs et une réforme du régime d'hospitalisation lorsqu'elle est nécessaire.

POUR LES RAPATRIES ET SPOLIES la prise en charge par l'Etat français de l'indemnisation sans aucune espèce de dispositions restrictives avec en priorité le règlement des dossiers des rapatriés âgés, malades ou sans ressources. L'amnistie totale et complète dans tous ses effets.

La tâche à accomplir est bien plus vaste encore.

Elle sera l'œuvre d'une majorité nouvelle, nationale, novatrice, sociale et libérale, au service de l'homme et de la Cité. C'est à ce service que je m'engage en venant solliciter vos suffrages.

Votez René CATHALA

I.M.P., 40, rue des Jeuneurs - Paris-2e

Vu, le Candidat